

être moins un problème d'instruction et de compétence qu'un problème de mécanismes financiers que l'on a omis de mettre en place.

On n'insistera jamais assez sur la nécessité d'étudier et de mettre en application de nouvelles conceptions, de nouvelles formules. Celles qui sont appliquées actuellement ont fait leurs preuves. Le labyrinthe inextricable où elles nous ont conduits saute à la vue de tous. Du plus haut dirigeant au plus humble contribuable, c'est la même conclusion: on manque toujours de capitaux et d'argent, il n'y a pas moyen de mettre nos richesses à profit. Et pourtant, monsieur le président, tout est là: ressources naturelles immenses, main-d'œuvre abondante qui pourrait même s'avérer insuffisante, si on appliquait un tant soit peu une politique économique créditiste.

Enfin, nous avons aussi le génie. Tous les jeunes diplômés, frais émoulus de nos institutions scolaires, ne demandent pas mieux que de travailler d'arrache-pied à une meilleure production, à une meilleure distribution et, en définitive, à un mieux-être pour tous les citoyens de ce pays.

Une jeunesse instruite et mieux outillée pourrait amener sa contribution franche et honnête à l'émancipation et à l'épanouissement de toute la population. Et cette ère difficile que nous traversons risque de faire sombrer à jamais des générations de Canadiens dans cette mer houleuse et troublante de la contestation violente.

Bien sûr que la plupart de nos jeunes jouissent d'un excellent esprit, mais plus on retarde l'acceptation de véritables solutions, plus le nombre des mécontents déchainés augmente. Il est donc grand temps qu'en dehors de toute «partisanerie» politique, en dehors de tout orgueil inutile, nous cherchions ensemble à trouver d'abord ce qui empêche nos jeunes de donner leur plein rendement et, ensuite, les moyens efficaces à prendre.

Or, en ce qui a trait aux moyens efficaces à prendre, c'est là que nous en sommes, et c'est la raison pour laquelle notre motion touche le vrai problème. C'est la raison pour laquelle nous insistons, encore une sainte fois, sur la nécessité de ramener l'argent à son véritable rôle, soit celui d'être au service des citoyens et non pas l'inverse, que les citoyens soient amenés à être au service de l'argent.

Et si l'on veut que notre jeunesse demeure dynamique, active, et qu'elle participe réellement à l'émancipation de tout le pays, il est extrêmement important de lui offrir autre chose que le *statu quo* que l'on croit inébranlable, le *statu quo* d'un système qu'on ne veut absolument pas changer pour des raisons que l'on ne comprend pas, alors que la preuve est faite que ce système nous conduit à des culs-de-sac, que ce système nous conduit à rien, et surtout en ce qui a trait à la motion plus particulièrement, à une situation qui décourage la jeunesse.

Or, si nous voulons remédier à tous les problèmes que nous envisageons présentement, il est donc plus qu'important que nous fassions jouer à l'argent son véritable rôle. Le fait de mettre en application certains principes, dont l'escompte compensé et le dividende national ne pourrait qu'aider à mettre plus de pouvoir d'achat dans les mains de chaque contribuable et, partant, à aiguillonner davantage toute l'économie. Ce faisant, on pourrait favoriser énormément la part que peuvent apporter tous les jeunes du pays. Il faut donner aux jeunes un pays à bâtir.

Un autre parti politique, dans le Québec, a déjà employé le slogan: Un pays à bâtir. Demandons-nous, en cette enceinte, si nous offrons réellement à la jeunesse un pays à bâtir?

Nos immenses ressources, nos immenses richesses sont là. Tout le monde les voit, tout le monde le constate, et nous ne donnons pas la possibilité à nos jeunes de se fixer un idéal qui les ferait littéralement s'emballer à la cause de leur pays, à la cause de la pauvreté, à la cause, en fait, de tout ce qui constitue nos problèmes.

Mais pour arriver à cela, il faut absolument qu'au point de départ, on puisse débloquent ce qui est bloqué. On comprend que cela peut parfois choquer le gouvernement du fait que nous revenons constamment avec les mêmes solutions, et du fait que nous insistons d'une façon telle qu'on semble dire toujours qu'il n'y a pas de miracle. Mais, il y a encore beaucoup moins de miracles lorsque le ministre qui répondait tout à l'heure se contente de dire: On va trouver des solutions, alors que nous, nous disons: Nous en avons des solutions.

Entre les deux, je crois que nous sommes quand même plus concrets, que nous sommes quand même plus conscients, puisque cela veut dire qu'on va trouver une solution et qu'on ose même dire: Il y a une certaine amélioration, mais il faut attendre, il ne faut pas se presser.

Monsieur le président, alors que nous avons une jeunesse qui est tellement pressée, je suis sûr que ce n'est guère le temps de lui demander d'exercer sa patience, d'où l'urgence d'apporter de véritables solutions aux problèmes qui se posent. Ne pas le faire, c'est se condamner à du trouble plus tard, c'est se condamner à de l'inactivité, tout au moins, et l'on sait que lorsqu'une jeunesse est inactive, surtout après avoir passé des années à s'instruire et à acquérir la compétence voulue afin de donner un meilleur rendement, il y a là quelque chose de décourageant, il y a là quelque chose qui ne s'endurera pas longtemps.

C'est pour cela que nous devrions, tous ensemble, comme je le disais tout à l'heure, chercher réellement à trouver des solutions d'abord. Reconnaissons au moins l'avantage de les étudier et ne les rejetons pas de prime abord, puisque nous avons la preuve que tout ce qui est fait à l'intérieur du système que nous avons présentement ne conduit à rien. Ayons au moins la décence de dire: Nous allons étudier s'il n'y aurait pas quelque chose dans ce que nous proposons qui pourrait être mis en pratique, et ce immédiatement. Lorsqu'on constatera que, par l'augmentation du pouvoir d'achat, on arrive ainsi à éliminer une partie de tous les problèmes, on pourra juger. Si jamais cela s'avérait un fiasco, nous serions les premiers à dire que ce n'était pas là la solution.

Monsieur le président, avant de pouvoir porter jugement, ayons au moins la décence d'étudier très sérieusement et de mettre en application certaines choses, et nous pourrions constater un certain résultat.

On a vu, il n'y a pas tellement longtemps, dans certaines parties des États-Unis où l'on a combattu l'inflation par une augmentation du pouvoir d'achat, que cela s'est avéré d'une efficacité telle qu'à un certain moment le président des États-Unis a pensé à étendre cette pratique dans tous les États-Unis. Mais malheureusement, il paraît qu'il y en a encore certains qui sont plus forts que les gouvernants et qui imposent leurs lois financières, et on a finalement délaissé cette chose-là.